

Comment concilier développement agricole et forestier en Côte d'Ivoire, et à quel coût?



Messages clés

- Au rythme actuel de la déforestation, la Côte d'Ivoire est en voie de perdre la totalité de son couvert forestier national d'ici à 2034. Soucieux d'inverser la tendance, le gouvernement a pour objectif de retrouver une couverture forestière sur 20% du territoire national, contre 10-13% actuellement.
- Même si les forêts sont de plus en plus rares, la déforestation reste très élevée du fait du besoin toujours plus grand de terres fertiles pour l'agriculture. Les trois à quatre millions d'hectares de forêts restantes, comprenant des massifs très dégradés, sont menacés par l'extension des cultures de cacao, hévéa, palmier à huile, igname et riz, principalement.
- Le secteur forestier déjà très en crise pourrait pratiquement disparaître, ce qui exposerait la filière cacao à des pertes de productivité de plus en plus importantes dans un paysage naturel transformé, plus vulnérable à la sécheresse et aux changements climatiques.
- Le maintien à long terme du rang de premier producteur mondial de cacao nécessiterait un développement intégré de la filière avec la stratégie nationale d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques en général, et la stratégie nationale de lutte contre la déforestation (stratégie REDD+) en particulier.
- D'importants gains de productivité sont possibles en Côte d'Ivoire pour les filières consommatrices de forêt, lesquels permettraient de largement compenser le besoin d'extension des surfaces.
- La réalisation de ces gains de productivité nécessite cependant des investissements importants, couplés à une ambitieuse réforme foncière. Les coûts et bénéfices varient en fonction des filières. La transition pourrait être en partie financée via des mécanismes incitatifs innovants (par exemple, paiements pour services environnementaux dans le cadre du processus REDD+), en complément de réformes réglementaires.
- Dans ce scénario «vert», le couvert forestier national se stabiliserait autour de trois millions d'hectares en 2020, permettant de concilier développement agricole et forestier.
- Cette orientation permettrait à la Côte d'Ivoire de se positionner de façon stratégique, en matière de commerce international, sur le segment des produits agricoles réputés «sans déforestation». Sur la période 2015-2030, la valeur ajoutée cumulée de quatre filières agricoles – cacao, riz, hévéa, palmier à huile – pourrait passer d'environ 12 500 à 17 700 milliards de francs CFA (XOF) en passant d'un scénario de développement tendanciel à un scénario de développement vert.



Photo: oneVillage Initiative

Un développement agricole consommateur de forêts

«On comprendra que l'on ne saurait revenir sur le primat de l'agriculture, fondement de la richesse ivoirienne.» (Konan Bédié, 1995)

Ces mots de l'ancien président de la République de Côte d'Ivoire résonnent encore pleinement avec la réalité du pays près de vingt ans plus tard. La priorité donnée au développement agricole est incontestable. L'agriculture emploie les deux tiers de la population active. Leader mondial de la production de cacao, le pays compte près de 800 000 exploitations. La diversification et la modernisation de l'agriculture constituent l'un des quatre volets du Plan national de Développement qui vise à faire de la Côte d'Ivoire un nouveau pays industrialisé d'ici 2015-2025.

La poursuite de ces ambitions pour le secteur agricole n'est toutefois plus aussi aisée que par le passé. Des 16 millions d'hectares de forêts dont disposait le pays à l'indépendance, il en reste aujourd'hui moins de 4 millions d'hectares, en grande partie dégradés. Le couvert forestier s'établit aujourd'hui à moins de 13% du territoire national, bien en deçà de l'objectif de 20% de la surface nationale affiché par le Gouvernement. Cette déforestation spectaculaire contribue à perturber le régime des pluies, limitant la productivité agricole, et créant ainsi un cercle vicieux préoccupant pour l'avenir du secteur que les changements climatiques ne feront qu'aggraver. La nouvelle boucle du cacao dans le sud-ouest du pays, par exemple, bénéficie de la préservation du grand parc forestier de Taï qui contribue à maintenir un climat favorable à la cacao-culture.

Le développement agricole en Côte d'Ivoire reste plus que jamais consommateur de forêts. Les forêts des parcs nationaux ne sont pas épargnées - par exemple, 80% du parc de Marahoué est aujourd'hui converti en cultures. Le Ministère de l'Environnement estime qu'environ 200 000 hectares de forêts disparaissent chaque année, principalement pour l'extension des cultures. À ce rythme, le pays aura perdu ses dernières forêts d'ici vingt ans.

Ce sont 40 000 à 50 000 emplois dans la filière bois qui sont menacés; un comble dans le pays qui fut longtemps le premier exportateur de bois d'Afrique.

Une autre trajectoire de développement agricole est-elle encore possible en Côte d'Ivoire?

L'étude coûts-bénéfices analyse des scénarios de développement pour cinq filières agricoles contribuant à l'essentiel de la déforestation dans le pays (près de 150 000 hectares par an): cacao, riz, igname, hévéa et palmier à huile.

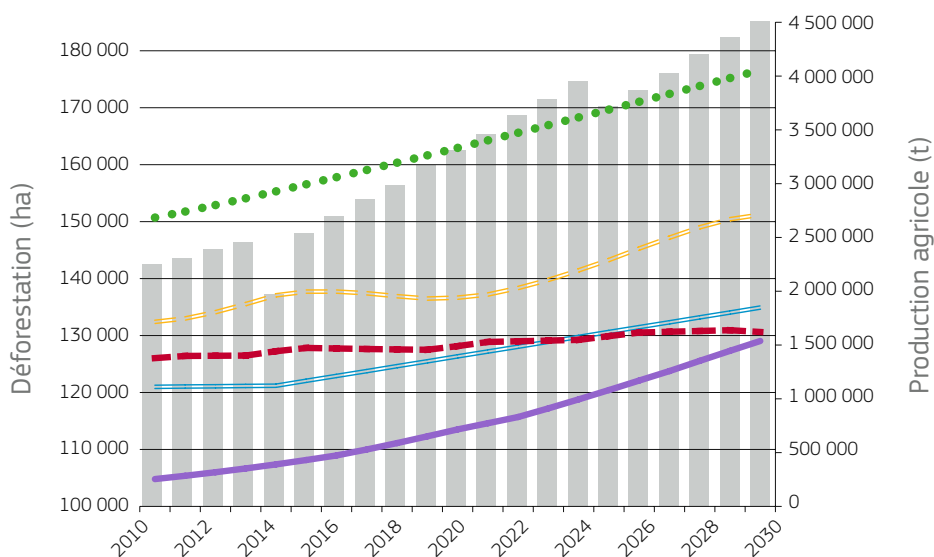
Les enquêtes de terrain montrent que d'importants gains de productivité sur les terres déjà cultivées sont possibles dans toutes les filières via une meilleure gestion de la fertilité des sols et la diffusion de pratiques agronomiques performantes. Les projections de l'étude sur une période allant jusqu'à 2030 révèlent qu'un découplage progressif entre production agricole et déforestation est envisageable en Côte d'Ivoire en suivant des scénarios «verts», reposant sur la sédentarisation et l'accroissement des performances des cultures (voir Figure 1).

Le scénario vert repose sur l'identification de pratiques améliorées propres à chaque filière: utilisation de matériel végétal amélioré, ajout d'engrais verts, entretiens culturaux divers, mécanisme d'assurance des producteurs permettant de replanter plus rapidement en cas de ravage, etc. La réalisation de ces gains de productivité sans extension des surfaces suppose d'importantes mesures d'accompagnement. Avec des variations spécifiques à chaque filière, la mise en œuvre du scénario «vert» implique généralement au moins un doublement de l'encadrement paysan pour la diffusion de modes de production améliorés, des soutiens à la régénération des plantations âgées, de vastes efforts de clarification et sécurisation foncière, un zonage forestier participatif et la mise au point d'un système de suivi du couvert forestier (déjà en préparation dans le cadre du processus REDD+).

Photo: World Agroforestry Centre



Scénario tendanciel Poursuite du modèle agricole actuel



Scénario vert Découplage agriculture - déforestation

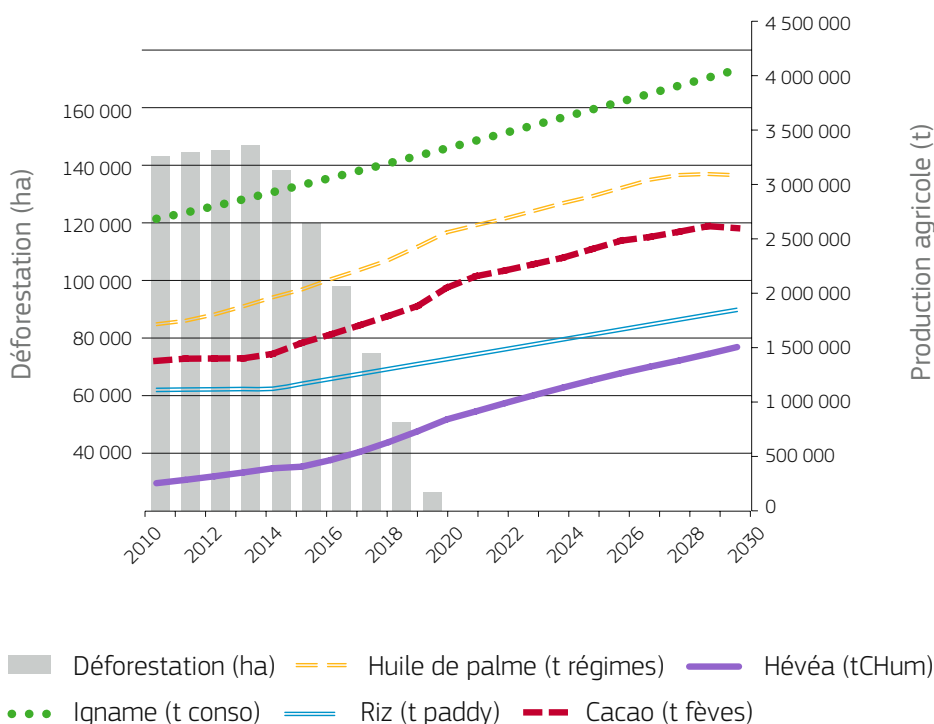


Figure 1 Évolution de la production et de la déforestation attribuable à cinq filières agricoles en Côte d'Ivoire, selon deux scénarios. Les calculs pour chaque filière sont détaillés dans l'étude «Coûts-bénéfices de la REDD+ en Côte d'Ivoire».

Quel serait le coût du passage au scénario vert en Côte d'Ivoire?

Le bilan des coûts et bénéfices varie selon les filières (voir Encadré 1).

Dans le cas du palmier à huile par exemple (voir Figure 2), la mise en œuvre du scénario vert reste rentable mais réduirait les profits engendrés par la filière dans son ensemble d'environ 12 milliards de XOF par rapport au scénario tendanciel sur la période 2015-2030 (soit environ 2% des profits totaux estimés sur cette période). A l'inverse, pour le cacao, la mise en œuvre du scénario vert, certes plus coûteuse les cinq premières années, permettrait sur la même période d'augmenter la croissance économique de 32% pour la filière dans son ensemble par rapport au scénario tendanciel.

Encadré 1 L'analyse coûts-bénéfices

Pour répondre à la question de l'intérêt économique, une analyse coûts-bénéfices a été menée filière par filière. La méthode, détaillée dans l'étude «Coûts-bénéfices de la REDD+ en Côte d'Ivoire», inclut diverses étapes:

- documentation des pratiques courantes (engendrant de la déforestation) et des pratiques améliorées (pour le scénario vert, sur les terres déjà cultivées) dans chaque filière;
- estimation de la répartition des plantations en classes d'âge, et de l'évolution des rendements sur la période (2015-2030);
- estimation des coûts d'accompagnement pour le scénario vert (surcroît d'encadrement technique, appui à la sécurisation foncière, etc.);
- estimation de l'évolution future des surfaces productives, de la production totale, et de la déforestation par filière;
- estimation des bénéfices économiques (vente de produits agricoles, valeur économique des forêts épargnées, etc.).

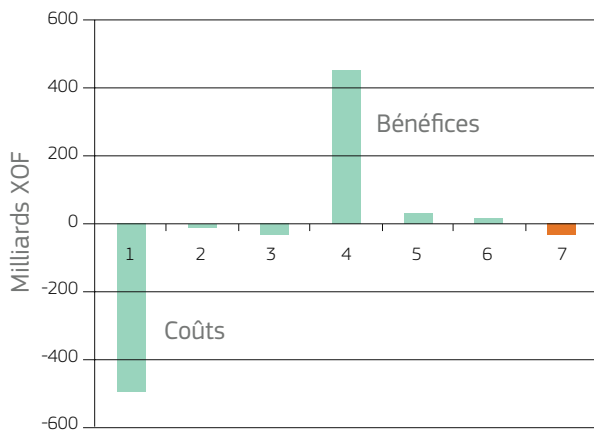
En plus d'une importante analyse documentaire et d'enquêtes de terrain, des consultations réunissant des représentants de tous les acteurs impliqués dans chaque filière (producteurs, coopératives, pouvoirs publics, encadreurs, ONG, industriels, organismes de certification, etc.) ont été essentielles pour affiner les données et hypothèses retenues dans l'analyse prospective; c'est ainsi, par exemple, qu'a été estimé le rythme tendanciel d'expansion des plantations de palmier à huile, qui dépend de nombreux facteurs (compétition avec l'hévéa, efficacité du 3^{ème} Plan Palmier, etc.).

Les résultats varient en fonction des hypothèses retenues (et des données utilisées), d'où l'importance du dialogue d'acteurs; l'analyse coûts-bénéfices ne fournit pas un jeu de résultats «scientifiques», mais reflète les arbitrages exprimés par les parties prenantes impliquées. Un simulateur d'estimation interactive des coûts et bénéfices par filière est en cours d'élaboration pour faciliter ce type de dialogue.

Pour plus d'informations, voir l'étude «Coûts-bénéfices de la REDD+ en Côte d'Ivoire».

Les coûts directs pour les producteurs, pour la mise en œuvre des pratiques améliorées (travail accru, achat ou production de semences, coûts d'assurance, etc.) sont ceux qui pèsent le plus dans le bilan; de la même manière, côté bénéfices, ce sont les revenus liés à la vente des produits agricoles qui comptent le plus (surplus de production, et effet prix pour les produits réputés sans déforestation à partir de 2020, pour les filières sensibles comme le cacao et l'huile de palme) (voir Figure 2).

Filière palmier à huile



Filière cacao



- 1 Pratiques agricoles améliorées (travail, semences...)
- 2 Encadrement renforcé
- 3 Foncier et zonage
- 4 Gain à la vente de la production (effet quantité et prix)
- 5 Carbone (émissions évitées)
- 6 Biens et services environnementaux maintenus
- 7 Bilan

Figure 2 Coûts et bénéfices du scénario alternatif par rapport au scénario tendanciel (agrégation 2015-2030) en milliards de XOF

Les autres bénéfices, issus de la valorisation du carbone forestier non émis dans l'atmosphère et de la valorisation des biens et services environnementaux préservés (par exemple, la collecte de produits forestiers non ligneux, bois de feu, etc.), pèsent relativement peu dans le bilan, d'après cette simulation. Ceci est en partie dû aux valeurs conservatrices attribuées à ces bénéfices environnementaux. Pour le carbone, les réductions d'émissions attribuables aux efforts de réduction de la déforestation sont valorisées à 2 500 XOF la tonne de CO₂ en 2030 (environ 5 USD). Ces ressources pourraient néanmoins couvrir l'essentiel des coûts d'encadrement technique estimés ici. Par ailleurs, les réductions d'émissions estimées pour les filières vivrières telles que le riz et l'igname sont beaucoup plus significatives.

Le phasage des coûts et bénéfices dans le temps est un élément de première importance pour évaluer l'attrait économique des différents scénarios. Les efforts de sécurisation foncière doivent intervenir le plus tôt possible pour permettre la mise en œuvre effective des pratiques agricoles améliorées. En Côte d'Ivoire comme ailleurs, le court terme importe plus que le long terme, de sorte que les coûts et bénéfices en 2030 pèsent moins que les mêmes enjeux financiers en 2015. Les acteurs des filières cacao et palmier à huile ont indiqué un taux d'actualisation élevé de 12%, traduisant une forte préférence pour des retours sur investissement rapides. Un taux d'actualisation nul, tel qu'utilisé dans le Rapport Stern de 2006 pour les coûts du changement climatique, traduirait l'équité intergénérationnelle, soit aucune préférence pour le présent en comparaison de l'avenir.

Les résultats présentés dans la Figure 3 sont les bilans coûts-bénéfices réajustés en fonction du taux d'actualisation choisi («valeur actualisée nette» (VAN) pour l'année 2013) pour quatre filières. Avec un taux d'actualisation de 6% au lieu de 12%, le scénario vert devient attractif économiquement dans la filière riz, par exemple. Ceci indique que la filière pourrait trouver un intérêt économique à mettre en œuvre le scénario vert à la condition qu'elle puisse obtenir des financements à des taux d'intérêt réduits de 6% plutôt que 12%.

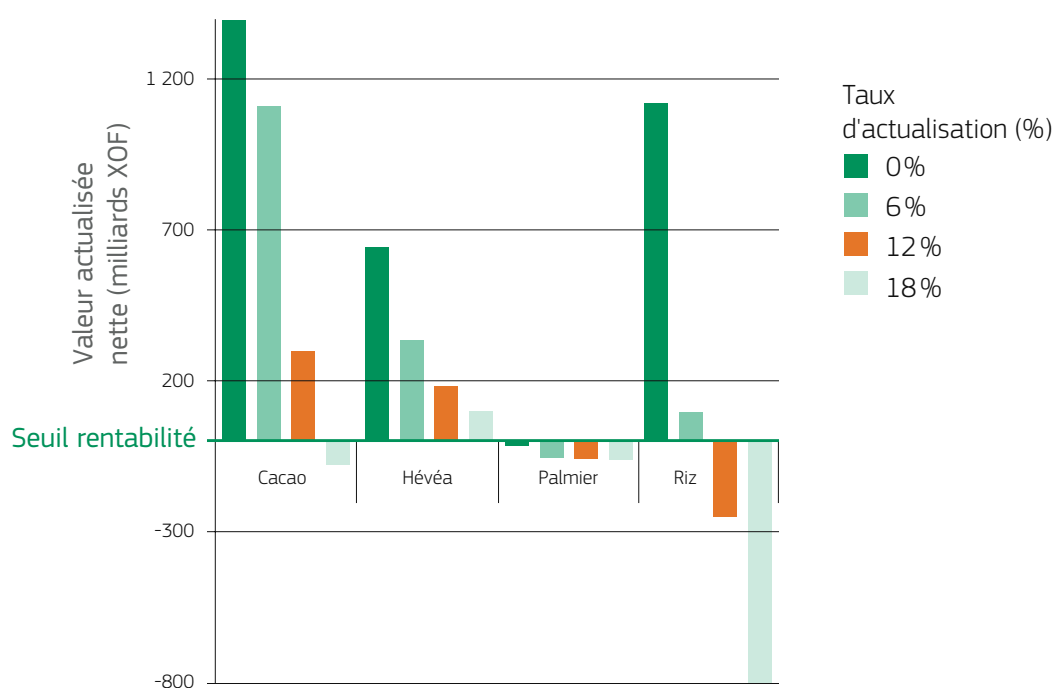


Figure 3 Bilans coûts-bénéfices ajustés en fonction du taux d'actualisation

Dans la filière huile de palme, quel que soit le taux d'actualisation choisi, le scénario vert (sous la forte contrainte de stabiliser les surfaces à partir de 2015) serait moins rentable que le scénario tendanciel. Néanmoins, il est intéressant de constater que le scénario vert serait certes un peu moins rentable que *business-as-usual*, mais resterait quand même tout à fait rentable pour la filière. En fait, le bénéfice cumulé des deux scénarios est presque le même à l'issue de la période 2015-2030, légèrement au-dessus de 600 milliards de XOF; la différence principale réside dans le fait que le scénario tendanciel est plus rapidement rentable que le scénario vert (voir Figure 4).

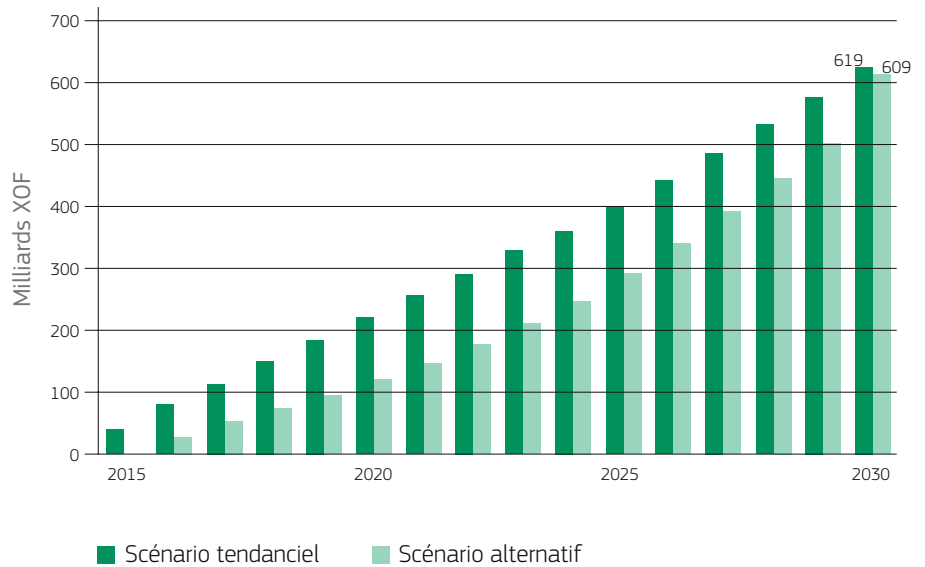


Figure 4 Bénéfice cumulé de la filière palmier à huile par scénario

Lorsqu'on mutualise les coûts et bénéfices des cinq grandes filières agricoles, le scénario vert global deviendrait plus rentable que le scénario tendanciel à partir de la cinquième année de mise en œuvre, soit à partir de 2020 dans les scénarios considérés.

Photo: Jean-Baptiste Dodane



Les défis d'un développement agricole sobre en forêts en Côte d'Ivoire

Défi 1 Déficit d'information et résistance au changement

Les conditions des décennies passées ont favorisé le développement du modèle agricole actuel:

- large réserve foncière pour l'extension des cultures,
- renouvellement de la fertilité des sols via des jachères prolongées,
- stress climatiques moins importants,
- indifférence totale des marchés agricoles pour les produits réputés sans déforestation,
- ressources de type REDD+ inexistantes pour soutenir des mesures d'accompagnement.



Photo: World Agroforestry Centre

Mais tous ces facteurs, qui influent à la fin sur la rentabilité agricole, sont en train d'évoluer. Des itinéraires techniques alternatifs performants, permettant de s'adapter à ces évolutions, existent mais restent inconnus de la majorité des cultivateurs ou imparfaitement adaptés à leurs réalités. Un effort d'adaptation, de démonstration et de dissémination de ces pratiques améliorées est nécessaire pour vaincre la résistance au changement.

Par ailleurs, et comme expérimenté dans le cadre du débat enclenché pour l'étude coûts-bénéfices, il importe d'engager le dialogue avec les acteurs concernés sur leur terrain: une mobilisation plus efficace des acteurs des filières concernées s'effectuera en utilisant un argumentaire économique et de sécurité alimentaire adapté à la chaîne de valeur qui les concerne, plutôt que via un discours environnemental parfois stigmatisant.



Photo: Zenman

Défi 2 Financement du coût de la transition

L'incapacité à supporter des coûts élevés au départ peut empêcher la mise en œuvre d'un excellent investissement. Cela concerne en particulier les petits producteurs, très majoritaires dans les filières considérées en Côte d'Ivoire. La mise en œuvre des scénarios verts dans chaque filière nécessiterait donc un appui technique et financier pour certains acteurs, notamment pour des coûts importants qui interviennent dès le début de la transition liés par exemple à la sécurisation foncière, la production ou l'achat de matériel végétal de qualité, ou encore à l'encadrement technique renforcé.

Les filières organisées possèdent déjà des mécanismes de soutien aux producteurs. Des soutiens complémentaires allant dans le sens des scénarios verts pourraient être envisagés à l'avenir via une réorientation de certains financements existants ou prévus (par exemple, le mécanisme de reversement de dette publique) ou via d'autres canaux, comme le mécanisme REDD+ (voir Encadré 2).

Encadré 2 Le mécanisme REDD+

Le mécanisme REDD+, qui s'inscrit dans le cadre des négociations internationales sur le climat, vise à soutenir les pays qui réduisent leurs émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts et qui augmentent leurs stocks de carbone via la reforestation, la conservation et la gestion durable des forêts.

La Côte d'Ivoire s'est dotée fin 2013 d'une feuille de route nationale REDD+ (document R-PP) qui met l'accent sur le découplage entre production agricole et déforestation. La stratégie nationale REDD+, attendue d'ici à 2017, pourra s'articuler avec des plans de découplage production-déforestation pour chaque grande filière agricole. La discussion nationale établira dans quelle mesure le fonds national REDD+, envisagé pour soutenir les actions qui contribuent à réduire la déforestation, pourrait couvrir certains coûts de la transition agricole où se joue effectivement l'avenir des forêts du pays. La feuille de route REDD+ envisage la mise en place d'un système national de paiements pour services environnementaux ou de prêts avantageux (taux réduits, longues maturités) pour soutenir les producteurs pendant les années de transition, sur la base du respect d'un plan de zonage forestier.

Néanmoins, tout n'a pas vocation à être incité financièrement. Introduire des incitations là où les acteurs seraient simplement en mesure de respecter la loi peut entraîner l'effet pervers d'évincer les motivations civiques. La forte rentabilité du scénario vert dans la filière hévéa par exemple – taux de rentabilité interne (TRI) de 43% au niveau de la filière – suggère un rôle important pour les instruments de type réglementaire ou légal plutôt qu'incitatif, via par exemple la clarification ou la définition de standards de production.

Défi 3 Incertitude liée aux coûts imprévus

L'étude intègre des coûts d'accompagnement (coûts liés au foncier, à l'encadrement, coûts de la préparation au mécanisme REDD+ qui incluent le développement d'un système de suivi du couvert forestier, d'un système de gestion des plaintes, etc.), et d'une manière générale, adopte une approche conservatrice pour toutes les hypothèses de calcul du scénario vert (par exemple, les coûts actuels très élevés de la sécurisation foncière sont maintenus dans les calculs jusqu'à 2030 même si des réformes visant à baisser ces coûts sont en cours). Néanmoins, l'étude omet dans une certaine mesure d'autres coûts difficiles à anticiper: renforcement des capacités et renforcement institutionnel, coûts de la recherche, activités d'information, etc.

Photo: World Agroforestry Centre





Photo: EC DG ECHO Anouk Delafortrie

Défi 4 Existence de coûts non économiques importants

Des facteurs non économiques importants compliquent la transition au scénario vert. L'impact sur l'emploi est mitigé (voir Encadré 3). Les défis politiques et sociaux liés à la sécurisation foncière à grande échelle sont incontournables; les campagnes de sécurisation foncière risquent de relancer le débat sensible sur l'«ivoirité». La question des infiltrations dans les forêts classées, parcs et réserves, semble particulièrement difficile à résoudre. En effet, les décideurs ne trouvent pas de solution facile, entre le refus de déclasser des forêts occupées, afin de ne pas envoyer un signal favorisant les installations et les tentatives échouées de déguerpissement. De surcroît, le manque de transparence, la corruption et la faible application des lois constituent des freins à la réalisation de politiques d'intérêt général. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire s'est néanmoins engagée dans un processus ambitieux d'amélioration de la gouvernance forestière, notamment dans le cadre du processus FLEGT, en partenariat avec l'Union européenne. Ce processus participatif, avec la perspective d'un accès privilégié au marché de l'Union européenne pour le bois ivoirien, devrait aboutir à une clarification et une application accrues du cadre légal touchant au secteur forestier. Ceci n'impliquera qu'indirectement le secteur agricole; un travail complémentaire, permettant de clarifier le cadre légal spécifique aux produits agricoles contribuant à la déforestation, est prévu dans la feuille de route du processus REDD+.

Encadré 3 Quel impact sur l'emploi?

- De manière générale, les scénarios verts limitent le nombre de producteurs (surfaces cultivées stabilisées d'ici 2020) mais augmentent les besoins en main-d'œuvre et encadreurs qualifiés.
- En faisant l'hypothèse que la surface moyenne par producteur de cultures pérennes reste stable à 6,5 hectares, le scénario tendanciel (avec déforestation) de la filière cacao permettrait à 239 000 nouveaux producteurs de cultiver une parcelle (sur la période 2015-2030), mais sans possibilité d'expansion future au-delà de 2030 (le pays n'aura quasiment plus de forêts).
- Ceci est à mettre en perspective avec les 223 000 emplois supplémentaires (besoin de main-d'œuvre dans les champs), et quelque 3 000 encadreurs additionnels, qui seraient créés avec le scénario vert. Pour la filière cacao, l'impact relatif des scénarios sur l'emploi est donc plutôt qualitatif (producteurs versus employés/encadreurs) que quantitatif (bilan positif d'environ +230 000 emplois dans les deux scénarios).
- Les perspectives de création d'emplois sont par contre nettement meilleures dans les scénarios tendanciels par rapports aux scénarios verts pour les cultures vivrières comme le riz et l'igname (tant que les possibilités d'extension des surfaces sont possibles), à moins que les augmentations de productivité dans les scénarios verts tendent aussi à réduire la surface moyenne cultivée par producteur.

Défi 5 Imprévisibilité des signaux du côté demande

L'étude montre la très forte sensibilité des résultats économiques aux variations de prix des produits agricoles, même pour de petites variations égales ou inférieures à 5%. L'étude a appliqué un différentiel de prix de 5% pour deux filières (cacao et huile de palme) entre une production réputée à faible risque de déforestation (scénario vert) et une production associée à la déforestation (scénario tendanciel) à partir de 2020. En d'autres termes, des filières cacao et huile de palme acquérant une réputation «sans déforestation» (ou à faible risque de déforestation) obtiendraient un avantage compétitif traduit ici par un prix plus élevé de 5% pour les produits à partir de 2020, par rapport à un scénario avec déforestation.

D'après les résultats de l'étude, sans différenciation de prix, le passage au scénario vert n'aurait pas d'attrait économique significatif: rentabilité de 11,6% (TRI) qui n'atteint pas le taux d'actualisation de 12% utilisé par les acteurs de la filière. Avec une différenciation de 5% par contre, le TRI grimpe à 16,3%. L'ampleur de cet écart dépasse largement, par exemple, l'effet du prix de la tonne de dioxyde de carbone sur les résultats (voir Figure 5). Les signaux prix émanant des partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire jouent ainsi un rôle déterminant. Cette hypothèse d'une différenciation des prix est basée sur peu d'éléments objectifs (exposition internationale actuelle de la filière huile de palme aux enjeux de déforestation; différentiel actuel de prix entre produits certifiés et non certifiés) et résulte d'un compromis d'opinions exprimées lors des consultations en atelier lors de la réalisation de l'étude. Si la tendance de différenciation des marchés (produits réputés avec ou sans déforestation; prise en compte du bilan carbone des produits) est de plus en plus claire sur certains marchés (par exemple, l'Europe ou le Brésil), l'intensité et la rapidité de ces évolutions demeurent toutefois incertaines (voir Encadré 4).

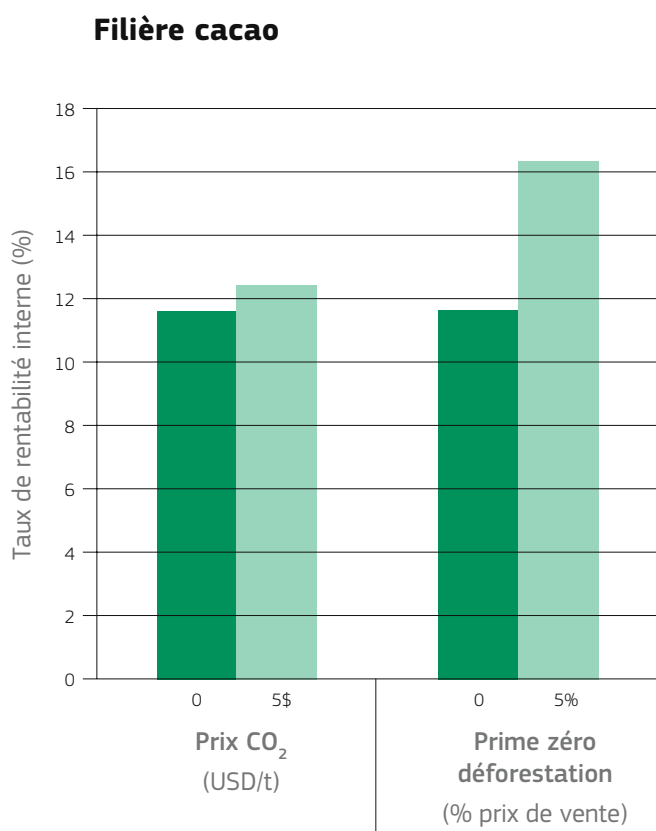


Figure 5 Variation de la rentabilité de la filière cacao en fonction du prix du carbone et d'une prime aux «produits sans déforestation»

Encadré 4 Qui peut renforcer la demande pour des produits «sans déforestation»?

Le secteur privé agricole

Du côté du secteur privé, une stratégie d'intérêt est l'accompagnement des grandes sociétés agro-industrielles qui cherchent à réduire le risque déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement, voire à s'afficher comme des entreprises commercialisant des «produits sans déforestation». Il s'agit d'une tendance marquée déjà au niveau international dans le cadre du Consumer Goods Forum, regroupant les principales multinationales de l'agroalimentaire engagées sur la voie d'un objectif «zéro déforestation» d'ici 2020 pour leurs principales filières d'approvisionnement. Certaines sociétés s'engagent dans une restructuration interne de leurs chaînes d'approvisionnement, se repositionnant en faveur de fournisseurs ou de zones à faible risque de déforestation. On entrevoit l'usage d'outils de suivi de la déforestation en temps réel pour guider les décisions d'achat de produits agricoles (par exemple, www.globalforestwatch.org), et un travail important d'observation indépendante de la part d'ONG.

Cependant, sans accompagnement au niveau des pays producteurs, ces restructurations signifient souvent une simplification de la chaîne d'approvisionnement pour l'industriel, conduisant à une diminution du nombre de fournisseurs au détriment des petits producteurs. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, où les petits producteurs jouent un si grand rôle dans les filières, cet accompagnement du secteur privé semble particulièrement stratégique. Une démarche territoriale, voire nationale comme dans le cadre du processus REDD+, avec un engagement coordonné au niveau de la filière, offre une alternative à la stratégie de diminution du nombre de fournisseurs des grands groupes soucieux de réduire leur impact sur les forêts.

L'État ivoirien

L'État ivoirien peut naturellement jouer un rôle déterminant. Même pour un produit d'exportation comme le cacao, des mesures peuvent être envisagées pour favoriser la transition de la filière vers de nouveaux modes de production, comme par exemple une taxation à l'export allégée, ou des procédures simplifiées, pour des productions engagées dans une démarche de réduction du risque de déforestation.

Les partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire

Un nombre croissant de pays consommateurs prennent conscience de leur responsabilité dans ce commerce gourmand en forêts tropicales. Une étude récente de la Commission européenne (2013) estime ainsi que 9 millions d'hectares de forêts tropicales ont été déboisées pour des produits agricoles et d'élevage exportés et consommés en Europe sur la période 1990-2008 (soit 10% de la déforestation tropicale mondiale «incorporée» dans des produits au cours de cette période). Une réflexion s'engage sur des mesures à l'échelle de l'Union européenne pour limiter cette empreinte écologique; et certains États européens favorisent déjà la consommation de produits durables ou sans déforestation via des politiques d'achats publics notamment. Les négociations actuelles entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne visant un accord de partenariat volontaire sur le commerce du bois légal, constituent à ce titre un précédent intéressant de collaboration entre les deux partenaires commerciaux autour d'enjeux similaires dans le secteur forestier.

Défi 6 L'importance de l'action collective

Les scénarios verts n'ont d'intérêt que s'ils sont mis en œuvre collectivement; autrement le découplage entre agriculture et déforestation n'aura pas lieu. En l'absence d'action collective coordonnée, les producteurs qui désirent néanmoins acquérir la réputation «sans déforestation», devront s'en remettre comme actuellement à la certification privée; une option coûteuse individuellement, généralement hors de portée des petits producteurs, et qui, à elle seule, est souvent d'un impact limité sur la déforestation, puisque les opérateurs non certifiés peuvent défricher ce qui reste.

La certification peut par contre jouer un rôle précurseur essentiel en faveur d'une évolution des standards légaux et de la mise en œuvre plus large de nouveaux modes de production. La filière huile de palme ivoirienne s'intéresse actuellement à une interprétation nationale du standard de durabilité dominant au niveau international (standard «RSPO»); dans ce contexte, il est nécessaire de s'accorder sur une définition consensuelle, et adaptée au contexte ivoirien, des forêts qui ne peuvent faire l'objet de conversion pour produire de l'huile de palme certifiée.



Photo: Jean-Baptiste Dodane

Des organisations interprofessionnelles et plates-formes nationales de dialogue existent pour chacune des principales filières. Le Conseil Café-Cacao est, à ce titre, un exemple. La filière bois engagée dans le processus FLEGT, s'appuie sur une plate-forme nationale de dialogue représentant les intérêts des parties prenantes du secteur privé, de la société civile et du gouvernement. Ces organisations, ou plates-formes de dialogue, jouent un rôle important dans la coordination d'actions collectivement bénéfiques (par exemple, campagnes de lutte contre les maladies, encadrement technique, dialogue politique, etc.). Elles pourraient également jouer un rôle central dans la mise en œuvre des scénarios verts et la définition de plans d'actions par filière:

- connexion entre acheteurs de produits réputés sans déforestation et filières d'approvisionnement,
- mesures de type moratorium volontaire sur la déforestation,
- campagnes de communication innovantes,
- clarification ou définition de standards minimums de production légale et/ou durable,
- coordination des soutiens financiers et techniques permettant de financer certains besoins,
- plaidoyer au niveau politique pour la mise en place d'incitations spécifiques, etc.

A l'aune de ces défis, le découplage entre production agricole et déforestation est-il envisageable en Côte d'Ivoire?

Tester le découplage agriculture – déforestation, dans des conditions réelles et à une échelle adaptée, serait la prochaine étape importante nécessaire pour approfondir ces résultats et préciser les conditions de faisabilité du scénario vert en Côte d'Ivoire.

Entre le niveau national, trop ambitieux, et l'approche projet, trop limitée, le territoire d'une circonscription administrative, où les divers enjeux de déforestation et de production agricole sont présents, semble offrir l'échelle d'expérimentation pertinente. L'échelle juridictionnelle sous-nationale permet en effet une représentation miniature des enjeux nationaux, notamment pour des enjeux transversaux nécessitant une implication forte de l'administration (foncier, aménagement du territoire, mécanismes de soutien aux producteurs, suivi de la déforestation, etc.).

La visibilité territoriale d'une circonscription administrative permet aussi de tester un élément essentiel des scénarios verts: l'avantage compétitif de filières «sans déforestation» via une approche territoriale («certification juridictionnelle» plutôt que la certification de tel ou tel fournisseur). Une telle approche nécessite néanmoins un minimum d'organisation au niveau des filières et il est clair que dans les zones les plus reculées et instables du pays, d'autres approches sont plus adaptées, comme la concentration des efforts sur la protection des parcs et réserves sous pression. Le Ministère de l'Environnement évalue actuellement, dans le cadre du processus REDD+, la possibilité d'un programme pilote au niveau d'une circonscription administrative, en partenariat avec des acheteurs de produits agricoles prêts à soutenir la transformation des filières locales vers une production sans déforestation.



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DE
LA SALUBRITÉ URBAINE DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE

CN-REDD+
CÔTE D'IVOIRE



Cette note est basée sur l'étude «Coûts-bénéfices de la REDD+ en Côte d'Ivoire», menée en 2014 par SalvaTerra, dans le cadre de la collaboration de la Facilité REDD de l'UE et de l'Union européenne avec le Ministère de l'Environnement. L'étude a aussi bénéficié d'une collaboration avec l'organisation non gouvernementale Solidaridad pour engager les acteurs des filières agricoles. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire s'est donné trois ans via le processus REDD+ pour élaborer une stratégie nationale de lutte contre la déforestation, sur la base notamment d'un dialogue constructif avec les acteurs des grandes filières consommatrices de forêt. Les résultats présentés ici visent à illustrer une approche permettant de soutenir ce dialogue. L'apparente précision des chiffres ne doit pas masquer les incertitudes importantes discutées dans l'étude.

Cette note d'information a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.